



Christophe Broqua (dir.)

Se mobiliser contre le sida en Afrique : sous la santé globale, les luttes associatives

Paris, L'Harmattan, 2018,
372 pages.

par Léopoldine Manac'h

« On n'est pas Act Up ! » Voilà ce que déclare une membre de l'association ivoirienne de lutte contre le sida Lumière Action, au cours de l'une des enquêtes menées par Christophe Cornu et rapportées dans l'ouvrage collectif dirigé par Christophe Broqua (p. 194). Cette militante conteste l'usage du référentiel Act Up, et plus spécifiquement d'Act Up-Paris, comme clé de compréhension de l'association dont elle fait partie. La différence majeure réside, selon elle, dans les modalités d'action de Lumière Action, qui seraient moins contestataires et relèveraient plus de la négociation entre la société civile et les pouvoirs publics. Cette distinction interroge les catégories et les références convoquées pour penser les mobilisations contre le sida, et qui proviennent majoritairement des très nombreuses recherches en sciences sociales ayant pour objet les luttes contre le sida dans les pays des Nords depuis les années 1980. Proposant une réflexion critique sur l'usage de ces modèles analytiques, les auteur-es de cet ouvrage retracent « l'histoire des mobilisations associatives contre le sida en Afrique » de la fin des années 2000 au milieu des années 2010. La multiplicité des terrains d'enquête – prioritairement la Côte d'Ivoire, le Mali, le Sénégal et le Bénin, mais aussi le Burundi, le Burkina Faso, l'Éthiopie et le Togo – offre la possibilité de croiser les analyses à partir de thèmes transversaux. Alors que la question de l'accès aux traitements pour les personnes atteintes du VIH a fait évoluer les formes de lutte à l'échelle mondiale, ce collectif d'auteur-es apporte une contribution importante à la socio-histoire du champ des mobilisations contre le sida dans la mesure où il permet d'observer finement le monde associatif africain francophone, sa diversification et la mutation des enjeux auxquels il est amené à faire face.

Consacrée aux « recompositions des mobilisations en contexte de santé globale », la première partie analyse les enchevêtrements des échelles internationale et locale, et plus particulièrement les contradictions de l'influence des bailleurs, « gouvernements privés indirects »¹ sur les formes d'action. Laurence Touré étudie ainsi « l'exception malienne », à travers la dépendance de ce pays au Fonds mondial dont l'arrêt brutal des financements, rétablis ensuite en étant soumis à des formes de contrôle bureaucratique particulièrement procédurières, a eu de nombreuses conséquences sur les mobilisations. Cette domination extérieure se mesure également par la coopération internationale qui tend à imposer l'application au niveau local de stratégies de lutte contre le sida. Elle est par exemple décrite par Perrine Bonvalet-Döring qui étudie la formation par des médecins français des élites biomédicales au Bénin. Dans la poursuite de l'analyse des stratégies d'internationalisation des ONG cherchant à accroître leurs champs d'intervention², Elhadji Mamadou Mbaye et Anthony Billaud reviennent sur le rôle de AIDES dans les anciennes colonies françaises africaines et suggèrent que l'implication d'ONG importantes s'articule en partie « autour d'enjeux géopolitiques stratégiques » (p. 117). Le bilatéralisme de l'aide entre ex-pays colonisateurs et colonisés, et plus largement le « renouveau de la philanthropie pharmaceutique caractéristique de l'ère de la "santé globale" »³ qui prend pour objet le continent africain, imposent la standardisation des fonctionnements associatifs, dans leurs pratiques internes comme dans leurs rapports à l'action politique.

Dans la seconde partie sont analysées les conséquences de l'organisation managériale de l'accès aux financements sur l'évolution des associations de personnes vivant avec le VIH. Carolina de Rosis décrit la réception passive par la société éthiopienne de modes d'action et de discours issus de la communauté internationale et qui ne sont pas débattus dans l'espace public éthiopien. Dans leurs contributions respectives, Clément Soriât et Bla Claire Konan présentent avec une grande précision un exemple de diffusion des normes de *management* qui structurent désormais l'accès aux financements dans le monde associatif africain. Au sujet des associations féminines de lutte contre le sida en Côte d'Ivoire, B. C. Konan affirme que ces structures, en répondant à des appels d'offre, se soumettent à des critères de budgétisation et de faisabilité dont la maîtrise différentielle produit des hiérarchies entre les associations. Ainsi, « la poursuite des projets creuse un espace de concurrence et met en branle la confiance inter-associative et le partage de l'information » (p. 222). La refonte de l'action associative sous forme de projets et le pouvoir des financeurs devenus les principaux interlocuteurs des structures associatives sont évoqués tout au long de l'ouvrage.

1. Achille Mbembe, « Du gouvernement privé indirect », *Politique africaine*, 73 (1), 1999, p. 103-121.

2. Johanna Siméant, « What Is Going Global? The Internationalization of French NGOs "Without Borders" », *Review of International Political Economy*, 12 (5), 2005, p. 851-883.

3. Fanny Chabrol, « Soigner les siens : citoyenneté et imagination nationale au Botswana au temps du sida », *Politique africaine*, 136 (4), 2014, p. 160.

La dépolitisation du champ sida par l'imposition d'une conception délibérative de l'action politique, qui neutralise les dynamiques protestataires, est analysée de façon particulièrement stimulante par Clément Soriât dans le cas du Bénin. Son travail de restitution de ces logiques de dépolitisation et de repolitisation par la transformation des problèmes politiques en problèmes techniques reste toutefois nuancé. Il rappelle en effet que les associations demeurent des contre-espaces possibles de reconstitutions familiales et professionnelles où le soutien psychologique dans l'invention de communautés de soin est important.

La troisième partie permet de mesurer les conséquences et les limites de l'approche globale de la prévention par « la production des catégories cibles » à partir du travail du sexe. Dans plusieurs pays africains, la mobilisation des professionnelles du sexe est apparue, comme celle des homosexuel·les, dans le sillage de la lutte contre le sida. Cependant, beaucoup de ces professionnelles du sexe ne se reconnaissent pas elles-mêmes en tant que telles, comme le souligne Julie Castro, qui décrit le travail de deux associations spécialisées dans l'accompagnement de travailleuses du sexe au Mali. Face à ce constat partagé par tous les auteur·es, Branwyn Poleykett démontre que les associations adoptent une définition large du travail du sexe et préfèrent œuvrer « avec et autour du système de régulation mis en place par l'État » (p. 259). À partir d'un terrain à Abidjan, Auguste Didier Blibolo et Christophe Broqua analysent le processus d'autonomisation de plusieurs de ces associations comme une fragmentation de la mobilisation en multiples unités devenues concurrentes dans l'accès aux financements.

Enfin, la quatrième et dernière partie aborde les enjeux identitaires et les nouvelles revendications qui émergent « en lien avec les offres du marché sida » (p. 36) : les mères vivant avec le VIH (Khoudia Sow), les usagers et usagères de drogues injectables (Albert Gautier Ndione) et les hommes ayant des pratiques homosexuelles (Lucille Gallardo, Jean-Marie Le Gall, Daniela Rojas Castro). Les auteur·es reviennent sur la tension entre, d'une part, la diversification et l'autonomisation des identités des malades, d'autre part, l'introduction de nouvelles divisions qui viennent renforcer les logiques concurrentielles déjà observables.

À travers de riches ethnographies des structures associatives locales, les auteur·es dressent des portraits tout en nuances des multiples « activistes africains ». Les nombreux entretiens permettent d'entrer dans l'épaisseur du vécu des personnes mobilisées. L'interrogation relative aux catégories d'analyse supposées capables de décrire la diversité des situations politiques réunies sous le terme de « mobilisation » revient par ailleurs comme un *leitmotiv* dans ces entretiens. Travailler sur l'histoire récente de ces luttes à partir d'une démarche ethnographique, notamment en décrivant l'émergence de nouvelles revendications identitaires⁴, permet assurément aux auteur·es d'éviter le risque de routinisation de l'analyse

4. J. Siméant, « Protester/mobiliser/ne pas consentir. Sur quelques avatars de la sociologie des mobilisations appliquée au continent africain », *Revue internationale de politique comparée*, 20 (2), 2013, p. 125-143.

sociologique du champ des mobilisations. L'insistance sur les fragilités associatives, tiraillées entre leur dépendance à des structures supranationales et leur mise en concurrence qui épuise les militant-es révèle plus largement combien la santé globale est structurée par le modèle politique, idéologique et économique du néolibéralisme. La description de ces « mobilisations sous tutelle » (p. 360) permet de contester la prévalence de la catégorie de « citoyenneté thérapeutique »⁵ dans les sciences sociales, les auteur-es rappelant que le droit à la santé n'a pas d'existence sans droits sociaux et politiques. À cet égard, l'échec de la lutte contre les discriminations et la stigmatisation toujours importante des personnes séropositives sont omniprésents dans toutes les contributions.

Malgré la pluralité des questionnements et des perspectives analytiques et politiques que l'on décèle au fil de la lecture, il ressort de ce travail collectif un pessimisme général face à l'évolution des mobilisations et à l'efficacité de leurs actions : celles-ci ne sont-elles pas en effet orchestrées en amont et à distance, tandis que les acteurs et les actrices de terrain sont progressivement dépossédés des « horizons politiques »⁶ auxquels ils et elles aspirent pour construire leurs propres réponses à l'épidémie ? Christophe Broqua précise rapidement en fin d'introduction que ce pessimisme n'est pas le résultat d'un choix délibéré qui aurait présidé à l'écriture. La « tristesse » de l'enquête critique actuelle prenant pour objet les mobilisations politiques, plus particulièrement dans le champ en crise des luttes contre le VIH, n'est pourtant pas anodine⁷. Longtemps refoulée, elle appelle à l'invention d'une écriture de la défaite, « mélancolique mais non démobilisatrice »⁸. ■

Léopoldine Manac'h est doctorante en anthropologie au Centre Population et Développement (CEPED), et affiliée à l'Institut Convergences Migrations. Elle travaille sur les politiques de découragement menées par l'État français à l'encontre des personnes étrangères dans le cadre des restrictions de l'accès aux soins pour les étranger-es séropositif-ves illégalisé-es. Elle a publié récemment, entre autres, « Un sas de confinement pour les "dublinés" », *Plein droit* (122 (3), 2019, p. 26-29) ; « Faire face aux politiques de découragement », *Luttes des savoirs et savoirs des luttes* (carnet de recherche), 27 mars 2019 ; et avec Romain Huët, « Expérience de l'exil, de la précarité et performativité politique : un questionnement philosophique sur l'expérience sociale de "l'exilé" », *Implications philosophiques* (publié en ligne en deux temps, les 19 et 22 janvier 2018).
leopoldine.manach@gmail.com

5. Adriana Petryna, *Life Exposed. Biological Citizens after Chernobyl*, Princeton, Princeton University Press, 2002 ; Vinh-Kim Nguyen, *The Republic of Therapy. Triage and Sovereignty in West Africa's Time of AIDS*, Durham, Duke University Press, 2010.

6. Deborah B. Gould, *Moving Politics: Emotion and ACT UP's Fight against AIDS*, Chicago, University of Chicago Press, 2009.

7. Isaac Joseph, « Aspects cosmopolitiques de l'errance urbaine : l'ethnographie des SDF », *Tumultes*, 24 (1), 2005, p. 111-143.

8. Enzo Traverso, *Mélancolie de gauche. La force d'une tradition cachée (XIX^e-XXI^e siècle)*, Paris, La Découverte, 2016, p. 47.